

Les époux Kirchner, qui ont successivement dirigé l'État pendant douze ans, laissent une société moins inégalitaire mais une économie toujours aussi fragile et un climat politique plutôt malsain.

## ARGENTINE L'HÉRITAGE DES KIRCHNER



POPULATION : 42 millions  
 PIB : 378 milliards de dollars  
 TAUX DE CROISSANCE : +1 %  
 TAUX DE CHÔMAGE : 7,6 %  
 ESPÉRANCE DE VIE : 76 ans  
 SOURCE : BANQUE MONDIALE, FMI

+ **DARIO RODRIGUEZ**  
 docteur associé au Céri-Science Po Paris

L'élection présidentielle d'octobre 2015, au-delà de son résultat, ouvrira une nouvelle étape politique en Argentine. En raison de la Constitution, la présidente Cristina Kirchner, qui avait succédé à son mari Nestor (2003-2007), ne peut se représenter. Ainsi, en cette dernière année de mandat, son projet gouvernemental se trouve confronté à la possibilité d'assurer une continuité renouvelée (si le gagnant appartient au néo-kirchnérisme) ou, au contraire, de se résigner à une rupture si le / la candidat(e) élu(e) comme président(e) est issu(e) des rangs de l'opposition.

Dans ce contexte, une question révèle une importance particulière : quel est le bilan des années Kirchner ? La réponse apportée doit être attentive aux ambiguïtés et aux

tensions qui ont marqué cette dernière décennie en Argentine. Pour rendre compte du kirchnérisme, il faut se concentrer sur sa double dimension : socio-économique et politico-institutionnelle.

Entre les années 1990 et 2000, la société argentine a connu un processus radical de transformation néolibérale. La crise de 2001, au cours de laquelle le pays a plongé dans la pauvreté et le chômage, a mis en scène une citoyenneté mobilisée et engagée, remettant en cause la classe politique. Plus de dix ans après, le pays est bien différent. Plusieurs indicateurs confirment la recomposition du tissu social, même si la méfiance des citoyens reste un trait distinctif des nouvelles démocraties sud-américaines.

Schématiquement, le pilier du « modèle K(irchner) », d'inspiration néokeynésienne, a été l'encouragement de la demande interne de consommation à partir de l'action

d'un État régulateur dans un schéma de développement économique dépendant des exportations de matières premières (principalement le soja, le pétrole, le cuivre et la viande). Entre 2003 et 2011, à l'exception de l'année 2009 marquée par la crise internationale, l'économie argentine a enregistré un taux de croissance continu de son PIB, oscillant entre 6 % et 8 %. Officiellement, la pauvreté et l'indigence ont diminué : de 45,5 % et 20,9 % respectivement en 2002 à 4,3 % et 1,7 % en 2012, même si les analyses non gouvernementales signalent une augmentation de la pauvreté et de l'indigence à partir de 2012. L'indicateur Gini, mesurant l'inégalité sociale, révèle une évolution positive grâce à la diminution continue du chômage depuis 2003, et à l'application des plans d'assistance sociale, à vocation universelle, depuis 2010. La dette publique a été aussi drastiquement réduite ces dernières années, grâce à la négociation menée avec les organismes internationaux de crédit et avec les créanciers privés et publics. Mais en juillet 2014, une nouvelle controverse, déclenchée par la décision d'un juge américain, a entravé le déroulement des négociations entre le gouvernement argentin et « les fonds vautours », c'est-à-dire les créanciers qui ont rejeté les accords réalisés en 2005 et 2010 par le gouvernement argentin avec 92 % des propriétaires des

titres de la dette externe argentine.

La société argentine est aujourd'hui plus égalitaire, l'économie domestique est plus dynamique et l'État a gagné du terrain dans l'exercice de sa décision souveraine tant au niveau interne qu'externe. Néanmoins, le futur des Argentins semble très incertain. Oscillant

entre l'euphorie et la déception, caractérisant autant la société que l'économie, le pays semble toujours échapper à la « normalité » (quand la menace de la crise politique et

**Les Kirchner ont beaucoup fait pour renforcer les droits des citoyens, mais ils ont aussi contribué à affaiblir les contre-pouvoirs. Un paradoxe parmi d'autres...**

de la chute économique disparaît de l'horizon d'un pays). La nature politique du kirchnérisme explique, dans une large mesure, les clairs obscurs de cette dernière décennie en Argentine.

### POUR EUX, SINON CONTRE EUX

Différentes politiques du « panthéon kirchnériste » sont significatives à cet égard : la réforme de la Cour suprême de justice, la politique des droits de l'homme, la négociation de la dette extérieure, la reconnaissance des droits des minorités ethniques et sexuelles, la nationalisation du système des retraites, la loi de régulation de l'espace audiovisuel. Cet ensemble de mesures, parmi d'autres, a contribué à l'affirmation de la condition citoyenne. Mais, dans le même temps, le kirchnérisme est aussi responsable du non-respect de l'équilibre républicain des pouvoirs étatiques et de l'affaiblissement institutionnel. En témoignent l'établissement de « la loi des superpouvoirs » en 2006 contribuant à la subordination du pouvoir législatif à l'autorité présidentielle ; l'intervention de l'institut national chargé de la mesure des prix internes (Indec) jetant le discrédit sur les autres statistiques macroéconomiques et sociales officielles, l'approfondissement du problème de l'inflation (20 % par an), ou encore la multiplication des dénonciations par et dans les médias des actes de corruption au sein du gouvernement. Ainsi, on peut mentionner l'enquête en cours contre le vice-président Amado Boudou qui aurait autorisé l'achat d'une entreprise privée déclarée en faillite avec des fonds publics.

En définitive, si, d'une part, le gouvernement a favorisé l'approfondissement de l'État de droit, d'autre part, il a encouragé la concentration du pouvoir et la manipulation institutionnelle ; si le kirchnérisme a contribué, en raison de sa mise en œuvre de la décision politique, à la politisation de la société et à sa démocratisation, il a aussi promu sa configuration sur la base d'un modèle réducteur opposant « les amis du peuple » (ceux qui soutiennent le gouvernement) aux « ennemis de

la Nation » (ceux qui s'y opposent). La vocation de Néstor Kirchner comme de Cristina Kirchner, d'incarner « la volonté toujours juste » a, d'un côté, accompagné la réalisation d'un processus de réforme ; de l'autre côté, cela a affaibli la société argentine dans sa possibilité de diffuser des voix dissonantes. Les paradoxes du kirchnérisme font ainsi partie de sa nature distinctive expliquant autant son succès que ses limites pour survivre en tant que projet politique.

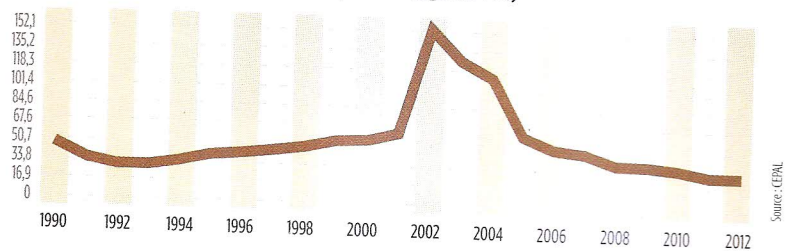
### LE CHANGEMENT PERMANENT

Ces paradoxes aident à comprendre en partie la conjoncture actuelle du pays. Dans un contexte d'incertitude extrême au plan international, à cause de la déclaration de « défaut de paiement sélectif » de la dette du

pays, le gouvernement a fait preuve de sa capacité souveraine de négociation durant sa bataille contre « les fonds vautours », même si les résultats de la négociation sont pour l'instant assez limités. Mais cette bataille a été menée dans une situation économique interne marquée par le manque de prévisibilité, une inflation sans contrôle, une économie ralentie dans son rythme de croissance et toujours dépendante de l'évolution oscillante des prix internationaux. De cette manière, l'Argentine semble aujourd'hui être une société plus juste, mais est-ce que cela peut durer ? Autrement dit, est-il possible d'institutionnaliser le changement ? Les vertus et les vices du kirchnérisme, tout autant que son héritage, sont ainsi mis en évidence. ✕

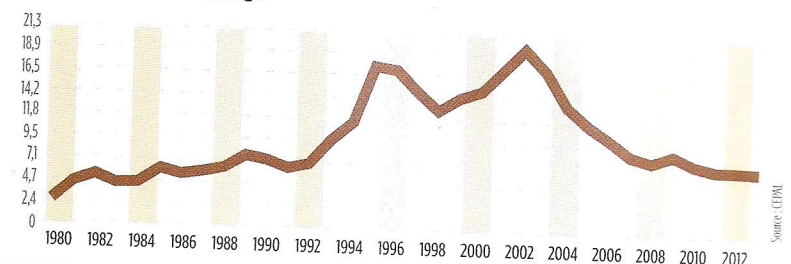
#### TITRE INFOG

Évolution de la dette externe nette (en pourcentage du PBI)



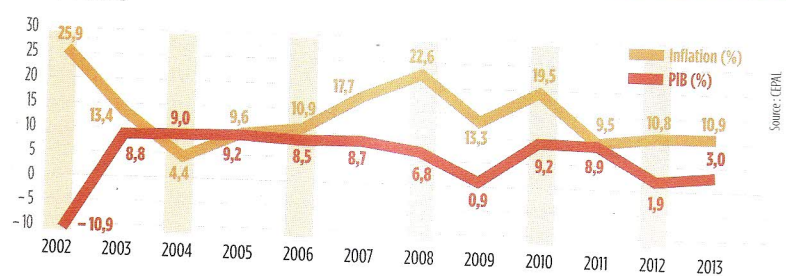
#### TITRE INFOG

Évolution du taux de chômage



#### TITRE INFOG

Sous titre infog



EN SAVOIR

⊕  
L'Argentine des Kirchner. Dix ans après la crise [http://goo.gl/nW5324], Marie-France Prévôt-Schapira, Eska, 2011.  
Argentine. Perspectives économiques et politiques [http://goo.gl/5382HD], The Inter-American dialogue, 2014.